

Comité de Crise pour la Démocratie au BURUNDI  
C/O Rue du Boulet, 31  
1 000 BRUXELLES

B. No. 6.  
- Burundi  
- crisis Ab. '93  
- shankings papers

Bruxelles, le 24 octobre 1993

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Comité de Crise vient d'apprendre que les Ambassadeurs des États Unis, de Belgique et de France au BURUNDI auraient pris l'initiative d'engager un processus de négociation entre le gouvernement légal issu des élections de juin 1993 et les putschistes.

Nous portons à la connaissance de l'opinion que cette initiative, si elle est confirmée, est acceptable à condition que:

1. la reddition des putschistes soit effective et leur identification établie;
2. le cadre et les conditions de négociation soient précisés.


Par ailleurs, il est connu que le pouvoir légal a été mis dans l'impossibilité d'exercer son autorité sur tout le territoire.

Pour ces raisons, nous lançons encore une fois un appel pressant à la Communauté Internationale pour qu'elle prenne des mesures appropriées en vue de mettre un terme aux massacres.

Nous réitérons notre demande de l'envoi d'une force militaire des pays amis afin de:

- contraindre les putschistes à cesser de massacrer la population civile,
- garantir la sécurité sur tout le territoire,
- rétablir le pouvoir légal.

Pour le Comité de Crise pour la Démocratie



Mathias HIPIMANA  
Président du PRP



Festus NTANYUNGU  
Président du MPD



Raphaël NTIBAZONKIZA  
Représentant du FRODEBU